

Troubles 16  
26/06



Entrée du  
18.06

Entrée du

13 JUIN 2019

Direction Générale Adjointe  
Aménagement et Stratégie Territoriale

29 MAI 2019

Paris, le D-20 19-010445  
N°NLS.91.1 à NLS.91.9-10/05/2019-A-20 19-009464



## ETAT-MAJOR

### Bureau prévention

Suivi par :  
Le commandant  
Stéphane Dupré

Le général de division  
commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris

à

Mairie de Noisy-le-Sec  
Place du Maréchal Foch  
93130 NOISY-LE-SEC

**OBJET** : construction d'un ensemble immobilier – ZAC du quartier durable de la Plaine de L'Ourcq –  
Ilot port de Noisy – 85 à 103, rue de Paris – 93130 NOISY-LE-SEC.

**REFERENCE** : votre bordereau du 26 avril 2019 (PC09305319B0011 déposé le 12 avril 2019).

**PLANS ET NOTICES DE SECURITE** : datés du mois d'avril 2019.

Par transmission de référence, vous m'avez communiqué un dossier concernant l'ensemble immobilier  
situé à l'adresse mentionnée en objet.

Cet ensemble immobilier comprend plusieurs bâtiments isolés entre eux :

- 5 établissements recevant du public :
  - un magasin Décathlon (AT 09305319B0019) ;
  - un restaurant/salle d'escalade (AT 09305319B0020) ;
  - un hôtel (AT 09305319B0021) ;
  - un parc de stationnement couvert (AT 09305319B0022) ;
  - une piscine qui sera utilisée en tant que site d'entraînement de water-polo lors des jeux olympiques et paralympiques 2024 (AT 09305319B0023) ;
- 3 bâtiments d'habitation ;
- un bâtiment « résidence service ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, dans le cadre de la sous-commission départementale pour la  
sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les  
immeubles de grande hauteur, ce dossier a fait l'objet d'une étude de la part de mes services. En  
conséquence, l'avis définitif vous sera transmis par la sous-commission susmentionnée.

Le lieutenant-colonel Laurent Fuentes  
Chef du bureau prévention





Paris, le 22 MAI 2019 D-2019-009607  
N°NLS.91.1 à NLS.91.9.-06/05/2019-A-2019-009082

ETAT-MAJOR

Bureau prévention

Suivi par :  
Le commandant  
Stéphane Dupré

Le général de division  
commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris

à

Préfecture de la Seine-Saint-Denis  
Direction de la sécurité et des services du cabinet  
Bureau de la défense et de la sécurité civiles  
Section sécurité incendie  
1, esplanade Jean Moulin  
93007 BOBIGNY CEDEX 07

**OBJET** : construction d'un ensemble immobilier – ZAC du quartier durable de la Plaine de L'Ourcq –  
Ilot port de Noisy – 85 à 103, rue de Paris – 93130 NOISY-LE-SEC.

**REFERENCE** : votre bordereau du 2 mai 2019 – dossier PC 11 – PC9305319B0011 déposé le 12 avril  
2019 (MA).

**PLANS ET NOTICES DE SECURITE** : datés du mois d'avril 2019.

Par transmission de référence, vous m'avez communiqué un dossier concernant l'établissement situé à  
l'adresse mentionnée en objet.

### **Historique**

Le projet a fait l'objet d'une présentation à la sous-commission départementale de sécurité réunie en  
séance plénière le 4 avril 2019.

### **Descriptif des travaux**

Les travaux concernent la construction d'un ensemble immobilier comprenant des bâtiments isolés  
entre eux, après destruction d'un magasin décathlon existant :

- 5 établissements recevant du public :
  - un magasin Décathlon (AT 09305319B0019) ;
  - un restaurant/salle d'escalade (AT 09305319B0020) ;
  - un hôtel (AT 09305319B0021) ;
  - un parc de stationnement couvert (AT 09305319B0022) ;
  - une piscine qui sera utilisée en tant que site d'entraînement de water-polo lors des jeux olympiques et paralympiques 2024 (AT 09305319B0023) ;
- 3 bâtiments d'habitation ;
- un bâtiment « résidence service ».



### Description de l'ensemble immobilier

L'ensemble immobilier est constitué de plusieurs établissements recevant du public et bâtiments d'habitation imbriqués et isolés entre eux. Au 2<sup>ème</sup> étage (NGF 58.88), une toiture-terrasse permet de relier la plupart de ces bâtiments. Elle est accessible depuis la voie publique aux moyens de trois escaliers.

#### Magasin décathlon

L'établissement, livré en coque brute, est distribué de la manière suivante :

- aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages : des locaux réservés au personnel ;
- au rez-de-chaussée : une surface de vente de 2966 m<sup>2</sup>, une réserve de 160 m<sup>2</sup> et des locaux divers.

Un escalier en colimaçon d'une unité de passage (UP) relie le rez-de-chaussée aux étages. Au 2<sup>ème</sup> étage, une sortie de 3 UP permet au personnel d'accéder à la toiture-terrasse. La surface de vente dispose de 4 sorties totalisant 20 UP.

L'établissement dispose des équipements de sécurité suivants :

- un système de sécurité incendie de catégorie B ;
- un système de désenfumage de la surface de vente ;
- un système de désenfumage de la réserve ;
- un éclairage de sécurité par source centralisée ;
- un réseau de robinets d'incendie armés.

Il est desservi par une voie engins.

Le projet ne concernant que la construction d'une coque vide, un dossier d'aménagement sera déposé ultérieurement.

#### Restaurant/salle d'escalade

L'établissement est distribué de la manière suivante :

- au niveau du 3<sup>ème</sup> étage de l'ensemble immobilier : une terrasse accessible au public à usage de restauration ;
- au niveau de la toiture-terrasse du 2<sup>ème</sup> étage de l'ensemble immobilier (correspondant au rez-de-dalle de l'établissement) :
  - une salle de restauration de 196 m<sup>2</sup> ;
  - une grande cuisine fermée dont le type d'énergie et la puissance ne sont pas précisés ;
  - une zone de 237 m<sup>2</sup> pour le coworking livrée en coque vide ;
  - un espace escalade de 393 m<sup>2</sup> avec une tour d'escalade culminant à environ 15 mètres au-dessus de la terrasse du 3<sup>ème</sup> étage.

L'établissement dispose de 3 sorties totalisant 10 UP ouvrant sur la toiture-terrasse du 2<sup>ème</sup> étage et d'un escalier de 2 UP reliant le 2<sup>ème</sup> étage à une voie échelle (rez-de-chaussée). La terrasse du 3<sup>ème</sup> étage et le 2<sup>ème</sup> étage sont reliés par un escalier encloisonné et un escalier à l'air libre.

L'établissement dispose des équipements de sécurité suivants :

- un système de désenfumage naturel de la tour d'escalade ;
- un système de désenfumage naturel du 2<sup>ème</sup> étage de l'ensemble immobilier (correspondant au rez-de-dalle de l'établissement) ;
- des colonnes sèches afin de pallier l'impossibilité aux secours d'accéder avec leurs dévidoirs à la dalle située au 2<sup>ème</sup> étage de l'ensemble immobilier ;
- un équipement d'alarme de type 3.

Une voie échelles dessert l'établissement mais celui-ci ne dispose pas de façade accessible. L'accès des secours peut se faire à partir de l'escalier donnant sur la voie échelles ou en accédant à la toiture-terrasse de l'ensemble immobilier par les escaliers extérieurs.



### Hôtel

L'établissement est distribué de la manière suivante :

- au 7<sup>ème</sup> étage : une salle de restauration de 151 m<sup>2</sup>, une terrasse à usage de restauration, une zone bar, une cuisine de 37 m<sup>2</sup>, des bureaux, une salle de réunions et des locaux divers ;
- au 6<sup>ème</sup> étage : 16 chambres ;
- au 5<sup>ème</sup> étage : 21 chambres ;
- au 4<sup>ème</sup> étage : 27 chambres ;
- au 3<sup>ème</sup> étage : 32 chambres ;
- au 2<sup>ème</sup> étage : 30 chambres, un local CTA et une salle séminaires de 37 m<sup>2</sup> ;
- au 1<sup>er</sup> étage : des bureaux et des vestiaires ;
- au rez-de-chaussée : l'accueil et des locaux de stockage ;
- au sous-sol : des locaux techniques.

Selon la déclaration du pétitionnaire, l'espace bar-restauration du 7<sup>ème</sup> étage et la salle séminaires sont exclusivement réservées au public de l'hôtel.

L'établissement dispose de 2 escaliers totalisant 6 UP. L'un de ces escaliers est à l'air libre et le second encloisonné ouvre sur l'accueil.

Il dispose des équipements de sécurité suivants :

- un système de sécurité incendie de catégorie A ;
- un système de désenfumage mécanique des circulations.

Côté Ouest, il est desservi par une voie échelles donnant sur une façade accessible.

### Parc de stationnement couvert

L'établissement est implanté aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> sous-sols de l'ensemble immobilier. Ce parc de stationnement possède des intercommunications avec les bâtiments en superstructure. Il dispose des équipements de sécurité suivants :

- un système de désenfumage mécanique ;
- un équipement d'alarme de type 2 b ;
- un réseau d'extinction automatique à eau de type sprinkleur.

### Piscine

La piscine, implantée sur plusieurs niveaux, est distribuée de la manière suivante :

- une halle contenant un bassin olympique de 50 mètres, un bassin d'apprentissage et un bassin de jeux d'eaux ;
- une halle contenant un bassin de water-polo ;
- des vestiaires et des locaux divers.

L'établissement dispose d'un équipement d'alarme de type 2b.

### Bâtiments d'habitation A et B

Il s'agit de deux bâtiments d'habitation de 16 étages sur rez-de-chaussée ayant des locaux communs isolés au rez-de-chaussée. Trois espaces seront livrés en coques vides pour l'aménagement de futurs commerces (deux au rez-de-chaussée et un au 1<sup>er</sup> étage).

### Bâtiment d'habitation C

Il s'agit d'un bâtiment d'habitation de 9 étages sur rez-de-chaussée. Au 2<sup>ème</sup> étage, deux espaces seront livrés pour l'aménagement d'établissements recevant du public.



### Bâtiment « résidence service »

Il s'agit d'un bâtiment de 17 étages sur rez-de-chaussée rehaussé d'un niveau technique. Il est distribué de la manière suivante :

- au-dessus du 17<sup>ème</sup> étage : un niveau technique dont le plancher bas est situé à plus de 50 mètres du niveau du sol ;
- du 3<sup>ème</sup> au 17<sup>ème</sup> étage, le 17<sup>ème</sup> étage étant situé à moins de 50 mètres du niveau du sol : des studios ;
- aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages : des locaux techniques et des locaux communs dont un espace coworking de 164 m<sup>2</sup> ;
- au rez-de-chaussée : le hall d'accueil ;
- aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> sous-sols : des locaux techniques.

### Classement et réglementation applicable

#### Magasin décathlon

Cet établissement de **type M**, susceptible d'accueillir **1009** personnes dont **20** au titre du personnel, est classé en **2<sup>ème</sup> catégorie**. Il relève des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

#### Restaurant/salle d'escalade

Cet établissement de **types N, W et X**, susceptible d'accueillir **597** personnes dont **15** au titre du personnel, est classé en **3<sup>ème</sup> catégorie**. Il relève des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

#### Hôtel

Cet établissement de **type O**, avec activités secondaires de **types N et L**, susceptible d'accueillir **257** personnes au titre du public, est classé en **4<sup>ème</sup> catégorie**. Il relève des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

#### Parc de stationnement couvert

Le parc de stationnement d'une capacité totale de 405 places, constitue un établissement recevant du public de type PS. Il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif à la réglementation des parcs de stationnement couverts.

#### Piscine

Cet établissement de **type X**, avec activités secondaires à préciser, serait susceptible d'accueillir **1470** personnes, dont **20** au titre du personnel, et serait classable en **2<sup>ème</sup> catégorie**. Il relève des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

#### Bâtiments d'habitation

Les dispositions générales de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme relatives au risque particulier d'incendie sont applicables, notamment le règlement interdépartemental de défense extérieure contre l'incendie (RIDDECI) pris par arrêté préfectoral n°2017-00251 du 5 avril 2017, et les obligations de desserte du projet. Par ailleurs ces bâtiments relèvent des dispositions constructives de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié, relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

Le pétitionnaire a classé les bâtiments comme suit :

- bâtiments A et B : 4<sup>ème</sup> famille ;
- bâtiment C : 3<sup>ème</sup> famille B.



## Etude et avis

L'ensemble immobilier est classé en risque particulier conformément au RIDDECI. Un des Points d'Eau Incendie (PEI) bouches ou poteaux d'incendie branchés sur le réseau d'eau sous pression doit assurer un débit de 120 m<sup>3</sup>/h. Celui-ci est nécessairement implanté à moins de 300 mètres du risque à défendre.

Les surfaces de référence de 4100 m<sup>2</sup> (surface maximale non recoupée estimée de la piscine) et 2966 m<sup>2</sup> (magasin Décathlon) servent de base pour déterminer les besoins en eau nécessaires à l'intervention des services de secours. Le débit requis pour la défense de cet ensemble immobilier est de 240 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Il sera réalisé à partir des PEI à implanter sur la zone.

L'étude des documents permet de formuler les observations suivantes :

### Magasin décathlon

- les portes du sas à l'entrée du magasin ouvrent dans le sens contraire de l'évacuation (prescription n° 11) ;
- l'emplacement du centralisateur de mise en sécurité incendie n'est pas précisé. Dans tous les cas, celui-ci devra être surveillé en permanence en présence du public (prescription n° 12).
- la notice de sécurité est contradictoire sur le type de désenfumage mis en œuvre en abordant à la fois le désenfumage naturel et le désenfumage mécanique ; les installations de désenfumage devront être précisées (prescription n° 14).

### Restaurant/salle d'escalade

- les plans du carnet de sécurité font apparaître une deuxième tour d'escalade au R+2, ce qui n'est pas cohérent avec les autres plans qui ne mentionnent qu'une seule tour d'escalade ;
- les documents ne sont pas totalement explicites sur le calcul des effectifs ; par défaut, il est retenu que le type de restauration effectuée est la restauration assise et les effectifs pris en compte sont les plus défavorables (prescription n° 15) ;
- plusieurs portes ouvrent dans le sens contraire de l'évacuation (prescription n° 16) ;
- au 2<sup>ème</sup> étage, côté salle d'escalade, il apparaît sur les plans un conduit « VH Décathlon » traversant le volume. Le débouché de ce conduit n'apparaît pas sur les pièces graphiques. Celui-ci devra respecter les dispositions de l'instruction technique n° 246 et en particulier son paragraphe 3.5. (prescription n° 8) ;
- aucune précision n'est apportée sur les systèmes de chauffage et de ventilation. Ceux-ci devront être conformes aux dispositions des articles N 10 et X 20 (prescription n° 18) ;
- au regard de l'impossibilité pour les services de secours d'accéder au rez-de-dalle de l'établissement (toiture-terrasse du 2<sup>ème</sup> étage de l'ensemble immobilier) avec leurs dévidoirs, le pétitionnaire propose d'implanter des colonnes sèches. Cette disposition est acceptable et permet aux sapeurs-pompiers d'alimenter leurs lances dans des délais satisfaisants, sous réserve que ces colonnes sèches soient judicieusement implantées et clairement signalées (prescriptions n° 19 et n° 20).

### Hôtel

- les plans du coordinateur SSI ne sont pas en cohérence avec les autres plans. Par défaut les plans du coordinateur SSI n'ont pas été pris en compte ;
- la notice comporte des incohérences sur les effectifs, dont des erreurs de calcul, notamment sur la simultanéité d'exploitation des salles du 7<sup>ème</sup> étage avec celle des chambres. Au vu des dégagements, seul le public hébergé dans les chambres doit pouvoir avoir accès aux espaces du dernier étage, conformément aux dispositions de l'article CO 38 (prescription n° 23) ;
- au rez-de-chaussée, au niveau de l'accueil, les portes d'accès à l'hôtel ouvrent dans le sens contraire de l'évacuation (prescription n° 24) ;
- pour le chauffage de l'établissement, la notice fait référence à l'article O 12 alors qu'il s'agit de l'article O 14 (prescription n° 26) ;
- aucune précision n'est apportée sur la présence d'une éventuelle source électrique de remplacement et sur les dispositions prises pour l'éclairage de sécurité en cas d'absence de celle-ci (prescription n° 27).

### Parc de stationnement couvert

- les documents ne font pas mention de l'installation d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques rechargeables. Dans le cas où ce type d'installation serait mise en place, elle devra respecter les dispositions du guide de préconisations relatif aux dispositions prévues pour la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public (prescription n° 32) ;



- l'isolement par rapport au tiers répond aux dispositions de l'article PS 8 mais, lorsque le tiers est un établissement recevant du public, il ne répond pas à celles des articles CO 7 et CO 9 qui sont plus contraignants (prescription n° 33) ;
- l'intercommunication entre le parc de stationnement couvert et le magasin Décathlon ne répond pas aux dispositions de l'article M 5 et notamment aux modifications apportées par l'arrêté du 13 juin 2017 (prescription n° 34).

#### Piscine

- les plans fournis ne sont pas exploitables car peu lisibles ;
- les plans généraux, les plans du carnet de sécurité piscine et la notice de sécurité ne sont pas en cohérence ;
- les superficies des halles bassins ne sont pas précisées.

#### Bâtiment « résidence service »

- les documents, et en particulier les pièces graphiques, ne permettent pas d'évaluer si le bâtiment répond aux dispositions de l'article GH 1 §3 de l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique. Le pétitionnaire doit apporter les éléments nécessaires permettant de classer ce bâtiment en immeuble d'habitation et non en IGH.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je ne suis pas en mesure de me prononcer sur les dispositions prises pour la piscine. Je vous propose d'inviter le pétitionnaire à soumettre, pour la piscine, un nouveau dossier tenant compte des remarques précitées et répondant aux exigences de l'article R 123.22 du code de la construction et de l'habitation.

Je ne suis pas non plus en mesure de me prononcer sur le classement du bâtiment « résidence service », ni sur les mesures de sécurité à appliquer. Je vous propose d'inviter le pétitionnaire à apporter les précisions nécessaires et, le cas échéant, à déposer un dossier répondant aux exigences de l'article R 122-11-3 du code de la construction et de l'habitation.

S'agissant des bâtiments d'habitation, et à l'exclusion de la « résidence service », j'émet un avis favorable à ces projets en ce qui concerne les conditions de desserte des engins de lutte contre l'incendie et la défense extérieure contre l'incendie.

S'agissant des établissements recevant du public, et à l'exclusion de la piscine, j'émet un avis favorable aux projets.

Je vous propose d'inviter le pétitionnaire à réaliser les mesures suivantes :

#### Dispositions communes

1°) Afficher de façon pérenne, au niveau d'accès des secours et à proximité des escaliers permettant l'accès à la toiture-terrasse du 2<sup>ème</sup> étage, un plan de masse de l'ensemble immobilier afin de faciliter l'intervention des secours comprenant : les bâtiments avec leur identification, leurs entrées principales avec leurs numéros d'adresse postale, le cheminement de la voie pompiers et la position des points d'eau d'incendie les plus proches.

2°) Planter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, 2 bouches ou poteaux d'incendie DN 100 de débit unitaire 60 m<sup>3</sup>/h et 1 poteau d'incendie DN 150 de débit unitaire 120 m<sup>3</sup>/h équipés de 2x100 en orifices de sortie, conformes aux normes NF EN 14384 ou NF EN 14339.

Dans le cas présent, les emplacements des PEI DN 100 se situeront :

- A : le long de la voie échelle Ouest, à proximité de l'entrée piscine groupes ;
- B : le long de la voie échelle Sud, à proximité de l'entrée commerce n° 2 des bâtiments d'habitation A et B.

L'emplacement du poteau d'incendie DN 150 se situera :

- C : le long de la voie engin Nord, à 30 mètres de l'entrée du bâtiment C.

3°) S'assurer du dimensionnement du réseau d'adduction d'eau de manière à obtenir, indépendamment des besoins spécifiques des bâtiments implantés, un débit simultané de 240 m<sup>3</sup>/h reparté sur les PEI A, B et C.



4°) Demander un numéro pour chaque PEI créé au bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris - groupe DECI (mail : [bureau prevention.deci@pompiersparis.fr](mailto:bureau prevention.deci@pompiersparis.fr)) conformément au chapitre 4, paragraphe 1 du RIDDECI. Cette demande devra être réalisée au commencement des travaux d'implantation.

5°) Signaler ou identifier les PEI conformément au chapitre 4 paragraphe 2 du RIDDECI. La signalisation devra être positionnée pour la visite de réception.

6°) Réaliser la visite de réception et établir un procès-verbal des PEI conformément au chapitre 4 paragraphe 1.2 du RIDDECI.

7°) Transmettre au bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris - groupe DECI (mail : [bureau prevention.deci@pompiersparis.fr](mailto:bureau prevention.deci@pompiersparis.fr)) les attestations de conformité, les procès-verbaux des PEI et les attestations du débit simultané, afin que la reconnaissance opérationnelle initiale puisse être effectuée.

#### Mesures communes aux établissements recevant du public

8°) Planter, pour le désenfumage des établissements recevant du public, les aménagements d'air et les évacuations de fumées conformément aux dispositions du paragraphe 3.5 de l'instruction technique n° 246.

9°) Transmettre, à l'autorité administrative compétente, les dossiers d'aménagement des établissements recevant du public implantés dans les bâtiments d'habitation.

10°) S'assurer du concours, pendant la construction des établissements recevant du public, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 123-43 et R 123-44 du code de la construction et de l'habitation. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérification seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.

#### Magasin décathlon

11°) Inverser le sens d'ouverture des portes du sas de l'entrée du magasin afin que celles-ci s'ouvrent dans le sens de l'évacuation, conformément aux dispositions de l'article CO 45 §1.

12°) Assurer la surveillance permanente des éléments centraux du SSI durant la présence du public, par du personnel formé à cet effet conformément à la norme NF S 61-933. Dans le cas où cette surveillance serait réalisée à partir d'un tableau répétiteur, ce dernier devra être conforme à la norme NF S 61-941.

13°) Fournir à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis - Direction de la Sécurité et des Services du Cabinet - Bureau de la Défense et de la Sécurité Civiles, le dossier d'aménagement du magasin, conformément aux dispositions de l'article GE 2 §1.

14°) Fournir à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis - Direction de la Sécurité et des Services du Cabinet - Bureau de la Défense et de la Sécurité Civiles, un dossier technique sur les installations de désenfumage, tel que défini à l'article DF 2 et conformément à l'article GE 2 §2.

#### Restaurant/salle d'escalade

15°) Limiter l'exploitation du restaurant à de la restauration assise.

16°) Inverser, lorsque nécessaire, le sens d'ouverture des portes afin que celles-ci s'ouvrent dans le sens de l'évacuation, conformément aux dispositions de l'article CO 45 §1.

17°) Aménager la cuisine conformément aux dispositions du chapitre 10 du titre 1 du livre 2 (articles GC).

18°) Aménager les systèmes de chauffage et de ventilation conformément aux dispositions des articles N 10 et X 20.



19°) Installer, comme proposé par le pétitionnaire, deux colonnes sèches de 65 mm munies de 2 prises de 40 mm chacune, conformément à la norme française NF S 61-759 COMPIL. Ces prises doivent être implantées de la manière suivante :

- deux prises d'une première colonne sèche doivent se situer sur la façade Ouest ;
- deux prises de la seconde colonne sèches doivent se situer sur la façade Nord ;
- les prises doivent être situées à l'extérieur et à proximité immédiate d'un accès à l'établissement.

Les raccords d'alimentation, doivent se trouver à l'extérieur du bâtiment, au niveau du rez-de-chaussée, à une distance maximale de 3 mètres de l'escalier côté Sud menant à la toiture terrasse du 2<sup>ème</sup> étage de l'ensemble immobilier et à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie.

20°) Signaler de manière efficace les orifices d'alimentation et de refoulement des colonnes sèches en suivant les dispositions du paragraphe 4.6 de la norme NF S 61-759 COMPIL.

21°) Fournir à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis - Direction de la Sécurité et des Services du Cabinet - Bureau de la Défense et de la Sécurité Civiles, le dossier d'aménagement de l'espace coworking, conformément aux dispositions de l'article GE 2 §1.

22°) Fournir à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis - Direction de la Sécurité et des Services du Cabinet - Bureau de la Défense et de la Sécurité Civiles, un dossier technique sur les installations de désenfumage, tel que défini à l'article DF 2 et conformément à l'article GE 2 §2.

#### Hôtel

23°) Interdire l'utilisation de l'espace bar-restauration du 7<sup>ème</sup> étage à tout public autre que celui hébergé dans les chambres.

24°) Inverser, au rez-de-chaussée, le sens d'ouverture des portes du sas de l'entrée de l'hôtel afin que celles-ci s'ouvrent dans le sens de l'évacuation, conformément aux dispositions de l'article CO 45 §1.

25°) S'assurer que les parois des escaliers encloisonnés respectent les dispositions de l'article AM 3 §1.

26°) Aménager les systèmes de chauffage et de ventilation conformément aux dispositions de l'article O 12.

27°) Mettre en place un éclairage de sécurité répondant aux dispositions

*Munié GEE*

28°) Aménager la cuisine conformément aux dispositions du chapitre I (articles GC).

29°) Installer, dans chaque escalier, une colonne sèche de 65 mm munie de 2 prises de 40 mm par niveau, conformément à la norme française NF S 61-759 COMPIL et à l'article O 17. Le raccord d'alimentation, doit se trouver à l'extérieur du bâtiment, à une distance maximale de 3 mètres de l'entrée du bâtiment où se situent les colonnes et à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie.

30°) Assurer la surveillance permanente des éléments centraux du SSI durant la présence du public, par du personnel formé à cet effet conformément à la norme NF S 61-933. Dans le cas où cette surveillance serait réalisée à partir d'un tableau répétiteur, ce dernier devra être conforme à la norme NF S 61-941.

31°) Fournir à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis - Direction de la Sécurité et des Services du Cabinet - Bureau de la Défense et de la Sécurité Civiles, un dossier technique sur les installations de désenfumage, tel que défini à l'article DF 2 et conformément à l'article GE 2 §2.

#### Parc de stationnement couvert

32°) Réaliser l'éventuelle installation d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables conformément au guide de préconisations relatif aux dispositions



prévues pour la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public (version 2.0 de janvier 2018 / DGSCGC), en application de l'article GN 4 §2.

33°) Assurer l'isolement du parc de stationnement couvert avec tout établissement recevant du public conformément aux dispositions des articles CO 7 et CO 9.

34°) Aménager l'intercommunication entre le parc de stationnement couvert et le magasin Décathlon conformément aux dispositions de l'article M 5 et notamment mettre en place des portes coupe-feu de degré 1 heure ou EI 60 à fermeture automatique répondant aux dispositions de l'article CO 47.

#### Bâtiments d'habitation

35°) S'assurer que les raccords d'alimentation des colonnes sèches soient implantés à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie. Ceux-ci doivent être installés à l'extérieur du bâtiment et à une distance maximale de 3 mètres de l'entrée, conformément à la norme NF S 61-759.

36°) Aménager un passage de 1,80 mètre, avec une largeur stabilisée de 1,40 mètre au minimum, permettant d'acheminer le matériel d'incendie depuis la voie publique ou la voie engin jusqu'à l'entrée de chaque bâtiment. Ce passage, aussi rectiligne que possible, ne devra pas présenter de pente supérieure à 10%.

Le lieutenant-colonel Laurent Fuentes  
Chef du bureau prévention



